



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 347 du 1^{er} septembre 2024

Au sommaire :

- **Macron, agent du CAC40, écarte le NFP au profit du bloc réactionnaire - Ni droits ni démocratie sans l'organisation des travailleurs - *Yvan Lemaitre***
- **Un pôle des révolutionnaires : alliance entre groupes sectaires ou dynamique démocratique ? - *Isabelle Ufferte***

Macron, agent du CAC40, écarte le NFP au profit du bloc réactionnaire Ni droits ni démocratie sans l'organisation des travailleurs

La question de savoir qui sera Premier ministre et quel gouvernement sortira des tractations interminables et opaques entre les politiciens qui aspirent à servir le capital est, du point de vue des travailleurs, de peu d'importance. Tout le monde sait que ce gouvernement devra, le temps qu'il survivra, servir « *la stabilité* » capitaliste et qu'il ne sera qu'une étape vers l'approfondissement de la crise sociale et politique que connaît le pays et qui conduit à un affrontement entre le patronat, l'État et le monde du travail.

On ne peut être que surpris devant l'étonnement feint de la gauche s'indignant en découvrant que Macron foule aux pieds la démocratie et sert le Medef ! Les dirigeants du NFP espèrent encore composer et diriger le futur gouvernement sous l'autorité d'un Macron devenu « *républicain* », gouvernement qui, prétendent-ils, échapperait aux exigences du Medef, des banques et de la dette qui nourrit le capital !

Quelle hypocrisie ! Macron, depuis les européennes, cherche à tout prix à faire exploser le NFP et à débaucher le PS qui ne sait quoi décider ou... une partie du PS derrière Cazeneuve.

Et Mélenchon s'est dit prêt à ne pas participer à cet improbable gouvernement pour ne pas empêcher Macron de satisfaire les ambitions du NFP alors que la droite et le RN annoncent qu'ils censureront un tel gouvernement même sans LFI.

Macron à la recherche d'une majorité introuvable, la farce politicienne bat son plein, chacune et chacun a été reçu à son tour à l'Élysée... La démission de Macron étant tout aussi improbable que sa destitution, le petit jeu de massacre en cours conduit tout droit d'ici un an à une nouvelle dissolution dont la droite extrême et l'extrême droite, une union des droites, seraient les bénéficiaires, à moins que Macron réussisse avant son improbable calcul de la réaliser autour de lui.

Cette dite démocratie n'a toujours servi que les intérêts des classes dominantes que ce soit la gauche ou la droite qui dirigent le gouvernement, séparément ou en cohabitant. Macron se prétendait ni de droite ni de gauche, il n'était et n'est que le serviteur des riches. Il finit rejeté comme le furent la droite et la gauche qui lui cédèrent la place. Le Président des riches continue le job et prépare le terrain à l'accès au pouvoir de l'extrême droite dans la continuité de l'offensive anti-ouvrière et réactionnaire de la bourgeoisie confrontée à la menace de faillite du fait de la dette, à la concurrence économique, à la guerre et qui n'a d'autre réponse que de renforcer l'exploitation du travail et de la nature.

Les patrons du CAC40, sûrs de continuer à diriger le gouvernement, craignent l'instabilité politique

Derrière Macron parti en Serbie vendre les engins de mort, les Rafale, qui font la fortune de la famille de milliardaires Dassault, plane l'ombre des grands patrons dont il est l'instrument. Le président du Medef, Patrick Martin, s'est félicité du refus de Macron de nommer Lucie Castets Première ministre en dénonçant le programme du NFP, pourtant bien timoré qui, selon lui, « *se paiera cash* » par « *le déclassement* » de la France. Entendez par là, un tout petit peu rogner leurs profits si jamais la réforme des retraites était remise en cause ou le SMIC porté à 1600 euros. Il demande la poursuite des « *politiques pro-business* » menées depuis au moins 2017 saluant son « *cher ami* » Bruno Le Maire, le démissionnaire de Bercy, « *artisan déterminant et déterminé* » de ces politiques.

Attal reprend le même discours, le programme économique du NFP conduirait « *à un effondrement économique de notre pays* ».

En réalité, les patrons du CAC40 ne craignent guère l'arrivée du NFP au pouvoir, un NFP prêt à tous les compromis et dont le programme n'est qu'un ensemble de promesses, d'« *objectifs* » pour plus tard sans remettre une

seconde en question le pouvoir du capital. Les patrons font de la politique, leur politique qu'ils entendent bien imposer au futur gouvernement quel qu'il soit comme ils l'ont toujours fait. Peu leur importe le nom du futur Premier ministre, par contre ils souhaitent voir la crise politique se terminer. Les grands patrons ne craignent pas réellement le NFP, ce qu'ils craignent c'est que les travailleurs puissent se sentir encouragés à se mobiliser et surtout l'instabilité politique. Celle d'un gouvernement Lucie Castets, même si celle-ci se dit prête à tous les compromis, ou de n'importe quelle coalition incertaine. Et c'est bien pourquoi la mascarade en cours ne peut déboucher que sur de nouvelles législatives auxquelles chacun se prépare ou sur la constitution, d'échec en échec, d'un bloc réactionnaire en mesure de gouverner.

Le capital tient l'État par la dette qui le nourrit lui-même

Les patrons et les banquiers n'ont aucune raison de craindre que le gouvernement et l'État puissent leur échapper, ils tiennent les cordons de la bourse. Les finances de l'État sont entre leurs mains par le biais de la dette qu'ils ont financée et pour laquelle l'État leur verse chaque année des intérêts équivalents au budget de l'Éducation nationale. Et c'est pour payer ces intérêts, rembourser la dette et continuer d'emprunter aux banques que l'État, quel que soit le gouvernement, impose l'austérité aux travailleurs et la population. L'objectif serait 20 milliards d'économies pour 2025.

Les hauts fonctionnaires du ministère de l'Économie ne sont pas « *démisionnaires* » et ont fait leur boulot pour mettre en route le budget 2025 qui devrait être soumis à l'Assemblée le 1^{er} octobre. Premier ministre ou pas, ils ont préparé un budget d'austérité qui prévoit un premier volet de 10 milliards d'euros de coupes.

« *La loi de programmation militaire* » est appliquée, pas question de mettre en cause la politique de « *réarmement* » de Macron pour mener la guerre d'Ukraine et faire face aux tensions militaires à venir. Qu'importe que soient sacrifiés les salaires, les écoles et les hôpitaux, les services publics et les quartiers populaires pourvu que l'État subventionne les marchands de canons, l'industrie du luxe et les banquiers !

Les dépenses de l'Etat servent à financer les profits sous forme d'aides, de subventions, de commandes diverses, profits investis dans les spéculations boursières et financières au risque de provoquer un krach comme début août, la faillite annoncée de leur propre système au détriment de toute la société.

Le RN prépare son heure

La mascarade politicienne est directement la conséquence de cette politique anti-sociale et anti-ouvrière menée depuis des décennies séparément ou ensemble par la droite et la gauche puis par Macron qui se prétendait ni de droite ni de gauche avant que le populisme ni de droite ni de gauche de l'extrême droite ne deviennent

la force politique principale du pays qui se prépare à accéder au pouvoir.

Marine Le Pen s'associe à Attal et au Medef pour reprendre la chanson du jour contre le NFP qui « *mènerait une politique dangereuse pour les Français* ». Elle postule à gouverner au service du capital contre les travailleurs et la population. Son discours démagogique vise à flatter et capter les ressentiments, les colères pour mieux les retourner contre les plus précaires, les plus fragiles, les immigré-es et migrant-es, encourageant le racisme au nom du nationalisme et du chauvinisme. Cela afin de diviser et d'affaiblir le camp des travailleurs pour le compte du patronat.

Il nous faut être lucides, si le monde du travail n'intervient pas avec ses propres armes, l'organisation, la manifestation, la grève sur le terrain social et politique pour inverser le rapport de force, la crise volontairement ouverte par Macron portera le RN associé à la droite extrême au pouvoir.

Les syndicats soumis à l'impuissance du NFP négocient leur place

Le NFP revendiquant de former un gouvernement sous l'autorité de Macron, qui ne pourrait tenir qu'en faisant des compromis avec lui, en lui cédant, est impuissant à apporter des réponses à la crise actuelle. Il en est une des composantes. N'est-ce pas cette gauche, y compris Mélenchon, ministre de cohabitation dans le gouvernement Jospin, qui a mené la politique contre les classes populaires qu'elle prétend vouloir servir aujourd'hui ? Il n'y a rien à attendre d'elle, elle est totalement intégrée au système.

Les manifestations « *contre le coup de force de Macron* » le 7 septembre initiées par l'Union étudiante auxquelles la France insoumise, qui a engagé une procédure de destitution à l'encontre de Macron appelle, sont en réalité une impasse. La CGT n'appelle pas mais soutient de fait, mettant les travailleurs à la remorque du NFP. Certes, nous pouvons comprendre la colère de celles et ceux qui se sentent floué-es par Macron mais ils et elles le sont aussi par ceux qui leur vendent du vent.

Les travailleurs, les classes populaires, les jeunes ont besoin d'une politique indépendante des jeux parlementaires et institutionnels.

La CGT appelle le monde du travail et « *l'ensemble des organisations syndicales* » à s'emparer du mardi 1^{er} octobre, afin de « *construire une puissante journée de grève et de manifestations interprofessionnelles* » dans le but de « *gagner l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires et pensions, l'égalité entre femmes et hommes, le renforcement des services publics* » ainsi que le « *développement de l'emploi industriel en lien avec les enjeux environnementaux* ».

Il s'agit pour elle d'occuper le terrain dans le jeu du dialogue social auquel le président du Medef invite en souhaitant une reprise des discussions. « *On se doit d'avancer*, dit-il, *sur l'emploi des seniors et cela devrait emporter*

notre accord sur l'Unedic qui actait une baisse de cotisations ».

Pendant les tractations politiques parlementaires le dialogue social reprend ses droits, dans ce petit jeu institutionnel sans perspectives pour les travailleurs autres que de nouveaux mauvais coups.

Nous donner les moyens de renverser la table

Le soubassement de ces jeux institutionnels orchestrés par l'État et la bourgeoisie est la lutte pour l'appropriation des richesses par une minorité de capitalistes pour sauver la finance et mener la guerre économique, la concurrence et les guerres militaires. Cette lutte provoque une profonde régression sociale et politique qui suscite une opposition populaire, dans la classe ouvrière, de plus en plus forte. Elle entraîne un effondrement des formes démocratiques de gouvernement aussi limitées soient-elles, des institutions parlementaires vidées de tout pouvoir et au sein desquelles les forces réactionnaires se rassemblent autour des exigences du capital.

Le masque de la dictature de la classe capitaliste sur la société qu'est le Parlement se déchire.

Cette mascarade parlementaire antidémocratique est une farce sinistre qui pourrait déboucher sur le pire. La faillite démocratique de la bourgeoisie est le complément de sa faillite économique, elles se nourrissent l'une et l'autre

dans une escalade anti-sociale et réactionnaire qui n'a pas d'issue dans le cadre du capitalisme financiarisé mondialisé.

Construire une société démocratique, en finir avec le racisme et le nationalisme est indissociable de la lutte pour supprimer les inégalités, les rapports d'exploitation et de domination, c'est-à-dire en finir avec le pouvoir réactionnaire d'une minorité capitaliste qui concentre les richesses.

Soutenir les politiciens qui demandent à gouverner avec Macron, aveuglés par leurs ambitions personnelles au point de ne pas comprendre que leur politique est suicidaire, est une impasse. Ces partis sont finis, sans avenir et le monde du travail a besoin de se donner son propre parti indépendant des institutions. Nous ne savons pas quand commencera la nouvelle étape de l'affrontement qui mûrit depuis 2016 et la lutte contre la loi travail de Hollande et du PS, mais il peut très bien éclater dans les mois qui viennent. Nous avons besoin de nous y préparer et pour cela de nous organiser, de nous unir en toute indépendance des partis parlementaires bourgeois de gauche ou de droite pour défendre nos propres intérêts de classe, ceux de toute la société contre les ravages du capitalisme et conquérir la démocratie, le pouvoir pour changer le monde.

Yvan Lemaitre

Un pôle des révolutionnaires : alliance entre groupes sectaires ou dynamique démocratique ?

Trame de l'intervention d'Isabelle Ufferte dans le cadre des RER du NPA-R, lors du débat intitulé « Le pôle des révolutionnaires, pourquoi, comment ? »

Le débat avec Lutte Ouvrière dans nos Rencontres révolutionnaires d'été a été une photo saisissante de ce que sont les relations au sein de l'extrême-gauche. Les discussions ont comme seuls enjeux de démontrer les erreurs de l'autre, de mettre en avant les désaccords pour mieux justifier par avance l'impossibilité de faire quoi que ce soit ensemble. Ou bien, d'exercer un « rapport de force » dans des relations de concurrence en cherchant à obtenir la reconnaissance de l'autre, ce qui est la politique du NPA-R vis à vis de LO, bien mal payée en retour, on l'a vu.

Quant à RP, que nous connaissons bien pour avoir milité ensemble au sein de feu le NPA où nous avons mené des batailles communes, c'est aujourd'hui l'ignorance réciproque. Sans parler du PT.

Cet émiettement, cette incapacité des révolutionnaires à débattre sans en craindre les conséquences sont à l'origine d'un grand gâchis, et on voit bien qu'il faut changer de logiciel alors que les classes dominantes entraînent le monde dans une spirale de violences, de rivalités, de guerres, et ouvrent des possibilités nouvelles aux forces les plus réactionnaires.

Face à l'effondrement en cours et ses conséquences, rompre avec le sectarisme, élaborer collectivement pour formuler des perspectives révolutionnaires

Il est urgent que le mouvement révolutionnaire s'attelle à la tâche de prendre collectivement la mesure de la situation pour formuler des perspectives pour le monde du travail au lieu de vivre des vies parallèles.

Il nous faut appréhender les conséquences de la crise politique et démocratique, phase aiguë d'une crise chronique de domination de la bourgeoisie qu'engendre celle du capitalisme sénile qui ne peut se maintenir qu'en intensifiant la prédation et la guerre de classe.

Nous avons des débats entre nous et plus largement au sein du mouvement révolutionnaire sur cette appréciation, mais le capitalisme financiarisé, mondialisé a atteint ses limites. Les rivalités internationales économiques, commerciales et militaires sont démultipliées. Les guerres d'Ukraine contre la Russie et celle génocidaire d'Israël contre les Palestiniens s'inscrivent dans l'offensive des

vieilles puissances impérialistes sous l'égide des USA pour tenter de défendre leur hégémonie face aux puissances émergentes dont en premier lieu la Chine, dont la logique pourrait conduire à une généralisation de la guerre.

Le capitalisme se survit par la dépossession des plus pauvres, par des politiques de plus en plus violentes et réactionnaires qu'illustre le couple Trump-Musk au cœur de la première puissance mondiale, et la montée des préjugés nationalistes et xénophobes dans le monde entier, en particulier au sein des vieilles puissances occidentales qu'ont dramatiquement illustrée les récentes émeutes racistes en Grande Bretagne

La dictature économique du capital a comme corollaire la dictature politique que la crise dépouille de ses fioritures « démocratiques ». Lutter contre l'offensive globale économique, sociale et politique de la bourgeoisie est un même combat qui exige que les révolutionnaires cessent de s'ignorer.

La lutte contre l'extrême droite et la réaction rejoint celle contre la guerre, contre la régression sociale. Elle pose la nécessité de la réorganisation socialiste de toute l'économie, de la production sous le contrôle des travailleurs, la question du pouvoir, seule voie pour faire face à la menace d'un nouveau fascisme.

Se dégager des pressions de la gauche et de la bourgeoisie pour répondre aux possibilités objectives et subjectives

On peut essayer, comme le fait LO mais elle n'est pas la seule, de se rassurer en répétant que « *le capitalisme ça a toujours été la crise et la guerre* », qu'il en a toujours été ainsi et que donc, continuons nos bonhommes de chemins, construisons chacun notre organisation, accumulons des forces et on verra bien qui est le meilleur, le plus malin, qui gagne le plus de jeunes, édite le plus de bulletins dans les entreprises, a le meilleur pourcentage aux élections ! Les travailleurs trancheront et choisiront nous a expliqué LO. Mais où sont les intérêts des travailleurs là-dedans ?

« *Nous sommes dans une période de recul* » expliquent les camarades, sommant l'extrême-gauche de résister aux pressions de la bourgeoisie. Mais n'est-ce pas justement céder aux pressions de la bourgeoisie que de ne voir dans la situation que le recul ?

Car dans ce recul, dans ce vieux monde qui se délite dans le chaos, la réaction, il y a des possibilités objectives et subjectives qui s'ouvrent. Les révolutions ont rarement lieu dans un ciel serein. Il faudra que ce vieux monde failli disparaisse pour qu'un nouveau puisse émerger. Et la classe ouvrière, ses fossoyeurs, ont aujourd'hui entre les mains des moyens sans commune mesure avec ceux qu'ils étaient hier.

Nous avons besoin de rompre avec des conceptions construites dans une période du mouvement ouvrier dans laquelle le mouvement trotskiste s'est trouvé marginalisé, sous la pression du stalinisme et de la social-démocratie. Il s'y est construit pour résister au recul,

traversé de scissions, d'exclusions. Une situation qui a amené chaque groupe à faire la théorie de lui-même, de sa propre construction en se définissant davantage par rapport à ses propres choix idéologiques que par rapport à une politique pour les travailleurs.

L'extrême-gauche l'a subi plus que choisi mais il est indispensable de rompre avec ce passé. Et pour ça de discuter de façon dialectique de là où nous en sommes et de nos tâches.

La question de la stratégie révolutionnaire et d'un parti des travailleurs, questions centrales de la période

Une nouvelle page a été ouverte par la crise de 2007-2008 et les révolutions du monde arabe. Aujourd'hui, l'approfondissement de la crise et ses conséquences, la montée de l'extrême-droite sont une nouvelle étape.

Nous pensons que cette situation, ces conditions objectives et subjectives déterminent la possibilité de l'émergence d'un nouveau parti des travailleurs. Pour la première fois dans l'histoire, le développement de la société tant technologique que culturel, et avec elle la constitution d'une classe ouvrière mondiale d'une puissance sans commune mesure avec ce qu'elle était il y a seulement quelques décennies, rend possible une transformation révolutionnaire mondialisée de la société.

L'effondrement de la gauche nous met devant de nouvelles responsabilités, alors qu'une politisation a lieu au sein du mouvement ouvrier, d'une fraction de la jeunesse dont témoignent les débats dans les collectifs de lutte, collectifs féministes, AGs locales qui regroupent des militantes et militants qui se réclament de l'anticapitalisme, des militant-es révolutionnaires orphelin-es d'un parti et qui ne souhaitent pas rejoindre telle ou telle organisation. Une politisation qui s'exprime aussi dans les prises de position syndicales vis-à-vis du NPF et dans les débats qu'elles suscitent.

Pour pouvoir accompagner et armer les prises de consciences, aider à prendre la mesure de la bataille qui s'engage, associer celles et ceux qui aspirent à prendre part au chantier vers la construction d'un parti, nous, militant-es révolutionnaires, avons besoin de penser au-delà de notre organisation, de raisonner comme des militant-es d'un même parti révolutionnaire à construire, n'ayant d'autre intérêt que ceux du prolétariat.

Cela passe par la construction de rapports militants démocratiques, c'est-à-dire des rapports fondés sur la transparence des raisonnements et des idées, le respect des engagements réciproques, base de la confiance.

L'existence d'organisations séparées depuis de longues années, mais aussi de tendances, de fractions reflète des différences d'analyses, de politiques, de stratégies liées à l'histoire de chacune et qui ont besoin d'être débattues et confrontées pour dégager ce qui est commun, sur quoi on peut agir ensemble, et gérer les désaccords qui subsistent.

Tous les courants trotskistes se réfèrent à Marx et Engels, Lénine, Trotski, Rosa... avec des lectures diverses. Nous avons besoin d'y revenir et de confronter les enseignements que nous en tirons. Pas pour ériger en recettes les conclusions pratiques qu'ils formulaient et qui répondaient à des situations données bien loin de celles dans lesquelles nous militons, mais au contraire pour tenter de faire nôtre leur méthode, eux qui passaient au crible de la critique leurs travaux à chaque nouvelle situation et ne craignaient aucune remise en cause ou polémique.

Alors aujourd'hui, jeter les bases d'un pôle démocratique des révolutionnaires, qui se pense comme instrument de la construction d'un parti des travailleurs, passe par la préoccupation concrète, partout où c'est possible, de créer les conditions du débat pour agir ensemble. Cela signifie rompre avec l'état d'esprit dont le débat avec LO était la démonstration, et ne pas faire semblant d'être déjà soi-même ce petit parti qu'il suffirait de renforcer pour passer de quelques % à un peu plus !

Agir au sein des organisations ainsi qu'au sein du monde du travail et de la jeunesse pour un parti révolutionnaire des travailleurs

Un premier pas concret dans le cadre d'une politique s'adressant à l'ensemble du mouvement révolutionnaire pour appeler publiquement à cette discussion pourrait être la construction de cadres locaux qui associent les militant·es des différents groupes révolutionnaires où pourraient être confrontés nos points de vue respectifs, nos politiques et discutées nos interventions. Un cadre qui permettrait d'y inviter toutes celles et tous ceux qui veulent agir contre le capitalisme sans vouloir à ce jour rejoindre telle ou telle organisation révolutionnaire.

Il ne s'agit pas de gommer artificiellement les divergences, de les nier, mais d'agir ensemble quand cela est possible, sur la base des points d'accord sans crainte de débattre publiquement des désaccords, en appelant toutes celles et ceux qui veulent agir pour la transformation révolutionnaire de la société à faire leurs ces débats... et cette construction. Toutes celles et ceux qui souhaitent participer à la naissance d'un mouvement de masse de contestation du capitalisme, un mouvement collectif qui répond aux besoins de l'humanité et à leurs propres besoins de liberté, de solidarité et d'émancipation.

Isabelle Ufferte